

“Le CDH veut se refaire une virginité”

Le contexte

Retrouvailles. Ce mercredi, se tient le premier conseil des ministres de l'année en Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette dernière est toujours gouvernée par une coalition PS-CDH, malgré la volonté des humanistes d'éjecter les socialistes.

Le ministre-Président de la Fédération, Rudy Demotte (PS), en profite pour décrire l'ambiance qui règne dans son gouvernement et évoque les dossiers chauds.

Un réseau unique. Il évoque également son rêve de voir un réseau d'enseignement unique émerger. Ce rêve étant inaccessible, il plaide pour que la logique du Pacte d'excellence, qui donne plus d'importance aux bassins géographiques, soit poussée jusqu'au bout. Cela permettra, espère-t-il, de dépasser la logique du quasi-marché scolaire.

■ Rudy Demotte, le ministre-Président francophone, lance des pistes pour dépasser la logique des réseaux d'enseignement.

■ Il qualifie la crise politique actuelle d'ubuesque.

■ Pour lui, les ministres CDH de son gouvernement sont dans une situation compliquée.

“La logique de concurrence entre écoles a un coût important”

Entretien Stéphane Tassin et Bosco d'Otreppe

Ce mercredi, votre gouvernement, qui est toujours en place malgré le geste posé en juin dernier par le CDH, fait sa rentrée. Quelle sera l'ambiance ?

On a eu ce mardi une réunion préparatoire avec les chefs de cabinet et l'ambiance était une ambiance “pratique”. Tous les dossiers ont fait l'objet d'un examen, aucun n'a été mis au frigo. Ce gouvernement a des tâches concrètes qui touchent directement aux personnes. En période de rentrée scolaire, nous avons une série de tâches importantes à mettre en œuvre. Nous allons prendre des décisions en conseil des ministres avec cet esprit. Et puis nous verrons bien comment, dans les états-majors des partis politiques, les choses se passent.

Il y a quand même un budget à préparer et certains points seront inévitablement bloqués ?

Il ne faut pas attendre une crise pour qu'il existe des appréciations différentes. La crise n'est pas un facilitateur de dialogue, c'est une évidence. Mais elle n'est pas nécessairement un mécanisme bloquant.

Vous n'avez pas peur que si cette crise s'enlise, les régionalistes y voient l'opportunité de tuer la Fédération Wallonie-Bruxelles ?

Les choses ne peuvent pas se passer selon ce schéma. L'intérêt de maintenir la Fédération est d'autant plus évident dans ce type de crise. La Fédération permet la

reconnaissance pleine et entière de Bruxelles dans les mécanismes communautaires.

L'idée de la Fédération était de créer un pôle permettant un dialogue constant entre les deux entités régionales. Par rapport aux Flamands, nous ne pouvons pas perdre cette capacité de dialogue.

Vous êtes sur la même ligne qu'Olivier Maingain quand il plaide pour une union des francophones en Communauté française ?

Ce pont est essentiel. Pour l'avenir, nous devons d'ailleurs envisager les choses de cette manière. Pour la qualité et l'efficacité de l'enseignement, par exemple, nous devons y songer. On peut donc se dire que le socle d'un redéploiement de l'enseignement peut être de confier les pouvoirs organisateurs aux bassins emplois-formations, pour qu'une gestion inter-réseaux soit possible. Bruxelles est un bassin en tant que tel, il y en a plusieurs en Wallonie. Pour garder le contact entre ces bassins, il est nécessaire d'avoir un organe de coordination.

Mais que faites-vous des réseaux dans ce cas-là ?

Il y a deux façons d'aborder la chose. Dans le meilleur des mondes, il y aurait un réseau pluraliste, multiculturel, avec une approche multiconfessionnelle et qui serait délivré à tous. En Belgique, la constitution, les traditions ou l'histoire liée à la guerre scolaire ne rendent pas cette solution facile à mettre en œuvre. Que fait-on entre-temps ? Il faut migrer dans l'organisation de l'enseigne-

ment, d'une logique de concurrence entre réseaux à une logique de coopération.

Vous préparez la transformation du réseau officiel et du réseau provincial ?

J'ouvre ainsi la porte à tous les mécanismes qui permettent de négocier une évolution en tenant compte des différences et des spécialités. Si je prends l'enseignement provincial, je peux dire qu'il produit une très bonne qualité sur le plan technique et professionnel. Il serait dommage et dommageable de perdre cette qualité. Ces bassins permettront de négocier l'offre d'enseignement à l'échelle des territoires, pour s'interroger par exemple sur l'opportunité de bâtir ou non une nouvelle école. On est dans la même logique que ce que j'ai mis en place dans les soins de santé avec les bassins de soin. A l'époque, on avait des hôpitaux qui, sur un même territoire, utilisaient des machines identiques. J'ai fait en sorte que l'on examine les besoins en termes de demande et d'offre. Cela nous a permis de dépasser les différentes obédiences pour acquérir des plateformes neutralisées qui utilisaient des machines mises à disposition de tous et dont le produit était équitablement établi. On évitait par là la concurrence.

On peut faire cela dans l'enseignement. L'offre d'enseignement dans un bassin s'organiserait alors sur la base d'un dialogue et de choix communs. Les acteurs qui opéreraient ce rapprochement devraient recevoir un bénéfice financier. On quitterait alors l'actuelle logique de concurrence qui a un coût important pour le développement économique.

“Dans le meilleur des mondes, il y aurait un réseau d'enseignement pluraliste, multiculturel avec une approche multiconfessionnelle, et qui serait délivré à tous.”

“Olivier Maingain, qui reste pourtant cohérent sur ses positions, devient, pour le CDH, un traître à une cause qu'il ne défend pas.”

“Les ministres CDH sont écartelés”

Il existe deux CDH? Celui de Wallonie qui déteste le PS et celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui travaille en bonne entente avec vous ?

C'est plus compliqué que ça. On ne peut pas imaginer que les deux ministres CDH se distinguent de leur président. Ce qui est gênant dans cette situation, c'est qu'on réinvente l'immaculée conception politique. Comme si, d'un seul coup, on pouvait oublier tout ce sur quoi on était d'accord. Dans son mariage avec le MR, le CDH essaye de se refaire une virginité. Mais ce qui me désole, c'est qu'il y a un défaut de cohérence dans l'attitude du CDH. On a connu d'autres scandales avec des personnalités bien en vue et eux seraient fréquentables ? En réalité, on masque ici une réorientation de fond sur les axes politiques. C'est le choix du CDH, dans une logique de bouée de sauvetage, d'aller davantage vers la droite.

André Flahaut (PS) invitait récemment le CDH à quitter le gouvernement, puisque le PS était devenu infrequentable. Vous pensez la même chose ?

André Flahaut pose juste un constat qui dit ceci : voilà un ménage dans lequel, à un moment donné, le beau-père dit que le mari est infrequentable, qu'il doit partir de la maison et qu'on va trouver un nouveau mari. Et on lui fera croire que l'épouse n'a pas dormi avec le premier mari. C'est de la schizophrénie politique. Vous devez

comprendre que les ministres CDH du gouvernement de la Fédération sont écartelés.

Si le PS est infrequentable, pourquoi, selon vous, le CDH reste-t-il dans des majorités communales avec le PS ?

On est dans de la pure stratégie politique, ça se sent, ça se voit et ça se démontre. On part d'une chose, les affaires par exemple, et on agit sur un autre terrain.

Pour certains, le PS serait devenu communiste.

Quand on veut battre un chien, on trouve des bâtons. Peut-être demain dira-t-on que nous sommes des Khmers rouges. On dit aussi que les Ecolos qui ne suivent pas les imprécations sont des Martiens qui ne comprennent rien à la politique.

Maingain, qui reste pourtant cohérent sur ses positions, devient un traître à une cause qu'il ne défend pas. On est devant quelque chose d'ubuesque.

Mais est-ce qu'avec la dégressivité des allocations de chômage ou l'affaire Publifin, le PS n'a pas une responsabilité en ayant délaissé la gauche durant plusieurs années ?

La dégressivité des allocations de chômage était le prix d'entrée des libéraux flamands dans le gouvernement fédéral de l'époque. On était devant l'abîme de la fin du pays. Cette mesure, nous ne l'avons pas accompagnée d'une pédagogie suffisante.

Sur Publifin, c'est un élément de symbole qui a touché les gens. Au bout du compte, il en ressort une déréglisation globale du monde politique,

mais qui se paie plus à gauche qu'à droite. Nos symboles ont été touchés par ces affaires. L'homme est perfectible, en ce compris quand il est membre du PS, mais l'idéal qu'il porte est important.

Si le PS est mis dehors du gouvernement de la Fédération, que ferez-vous ?

Je serai député jusqu'à la fin du mandat en 2019. Je me consacrerai aussi davantage à mes tâches communales. Et si, après 2018, l'électeur m'en donne encore l'occasion, je me consacrerai entièrement à mon rôle au niveau de Tournai.

Si vous êtes réélu bourgmestre de Tournai, vous pourriez ne plus être candidat député en 2019 ? Ça pourrait être le cas.

“L'homme est perfectible, en ce compris quand il est membre du PS, mais l'idéal qu'il porte est important.”